Chronique de la campagne présidentielle 2027 – épisode 3

Comme lors de la précédente campagne présidentielle (où nous avions publié 25 chroniques), nous publierons régulièrement une chronique de cette élection qui s'annonce cruciale pour l'avenir du pays. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2027.

Vous pouvez retrouver notre première chronique ICI et la seconde ICI.

Au sommaire

- Les Amfis 2026, le grand RDV politique de la rentrée

- C'est parti pour les universités d'été des différents partis politiques

- L'acharnement contre Bagayoko continue : le « journaliste » Haziza à la manœuvre

- Mélenchon voudrait-il « foutre le feu » à la dette de la France ?

Les Amfis 2026, le grand RDV politique de la rentrée

L'université d'été de LFI aura lieu du 20 au 23 août près de Valence. Des camarades de la Tendance Claire y seront. Elle sera précédée des Amfis jeunes du 16 au 20 août. Le programme est très riche. Il y a bien sur les « têtes d'affiches » comme l'ambitieux banquier d'affaire Matthieu Pigasse (qui dialoguera avec Manuel Bompard), les écrivains Pierre Lemaître et Eric Vuillard, l'actrice Anna Mouglalis, le vidéaste Usul, et la dirigeante écolo Cyrielle Chatelain. Il y aura aussi et surtout des ateliers très intéressants sur des questions importantes : une formation sur le matérialisme

historique avec Stathis Kouvelakis, une formation sur l'économie marxiste avec Clément Charbonnier, un grand entretien avec Frédéric Lordon, un atelier sur le Front populaire avec Ludivine Bantigny (qui montrera les limites de ce gouvernement bourgeois…). Hadrien Clouet, qui porte les thèses de Friot à l'intérieur de LFI, animera un atelier sur « les nouvelles formes de sécurité sociale ». Il y aura aussi un atelier sur les « institutions du collectivisme », un autre sur les « entreprises publiques » qui permettront de poser la question de la propriété des moyens de production. L'historienne Fanny Gallot, autrice de nombreuses publications sur le rôle des femmes dans le mouvement ouvrier et sur les dimensions anti-féministes de l'extrême-droite animera entre autres un atelier de formation intitulé « Genre et féminisme ». Le collectif LGBTI marxiste Les inverti.e.s sera également invité pour une conférence sur l'histoire et l'actualité des luttes LGBTI. Les questions écologiques seront aussi mises au premier plan avec des ateliers sur l'eau, l'énergie, la forêt, les incendies, et la planification écologique, avec notamment la présence de l'écologiste anticapitaliste Clément Sénéchal. Il y aura une discussion autour du nouveau livre de l'Institut la Boétie *L'Etat et la révolution citoyenne* (sortie prévue le 4 septembre) (clin d'œil au livre de Lénine *L'État et la révolution*) porte sur « *la transformation de l'État du point de vue de la gauche de rupture* ». Le livre entend entre autres tirer des bilans de l'expérience du gouvernement Syriza en Grèce (2014) et de Salvador Allende au Chili (1973)… à suivre ! Il y a un atelier important sur « comment appliquer un programme économique de rupture », mais on peut regretter que les deux économistes qui y interviendront (Anne-Laure Delatte et Clément Carbonnier) représentent une ligne keynésienne pas très radicale… Il est dommage que Lordon ou Kouvelakis n'apportent pas un autre point de vue lors de cet atelier.

Outre tous ces ateliers, le programme culturel s'annonce également très riche : diffusion des films *L'Affaire Abdallah* de Pierre Carles et *La Kanaky – Nouvelle Calédonie sera indépendante* ; et bien sur des concerts, dont celui de Yann Tiersen qui a récemment fait un concert avec le tea-shirt « Mélenchon 2027 ».

Et il y aura comme point d'orgue le meeting de Mélenchon le dimanche 23 août en clôture des Amfis, dont la direction de LFI veut faire l'évènement central de la rentrée politique. Avant cela, Mélenchon interviendra aux Amfis jeunes le 18 août (intervention non publique). Il prendra ensuite la parole à la braderie de Lille le 5 septembre et à la fête de l'Humanité le 12 septembre.

Une polémique a éclaté sur les tarifs pratiqués par LFI. Il est vrai que l'accès aux Amfis (juste pour pouvoir assister aux débats, sans prise en charge du logement et nourriture) est très élevé. Par exemple, pour quelqu'un qui gagne entre 2000 et 2500 €, l'accès aux Amfis est de 165 € pour trois jours. Pour quelqu'un qui gagne entre 1000 € et 1500 €, l'accès est de 85 €. Il faut ensuite se débrouiller pour louer un logement et acheter sa nourriture. A titre de comparaison, pour quelqu'un qui gagne entre 2000 € et 2500 €, le prix de l'université du NPA-A est de 480 € (pour 4 jours et demi), et pour quelqu'un qui gagne entre 1000 et 1100 €, le tarif est de 184 €. Cela comprend le logement et la nourriture…

Pour permettre un accès à toutes et tous à un tarif raisonnable, il serait bien que LFI revoit l'organisation de son université d'été. Ce que le NPA-A parvient à faire, LFI devrait pouvoir le faire.

C'est parti pour les universités d'été des différents partis politiques

Les Écologistes ouvriront le bal des universités d'été à Grenoble du 20 au 22 août. On notera un débat « L'écologie est-elle anticapitaliste ? ». Le climat s'annonce morose et on notera d'ailleurs que Cyrielle Châtelain (présidente du groupe écolo à l'Assemblée) séchera une grande partie de l'université d'été puisqu'elle sera aux Amfis de LFI avec

deux débats programmés avec Manon Aubry et Mathilde Panot (le 21 août).

Le PCF organise son université d'été à Toulouse du 21 au 23 août.

L'Après organise son université d'été à Tours du 22 au 24 août. Parmi les ateliers, une ancienne du Groupe de travail économique du NPA, Stéphanie Treillet, interviendra sur le thème « Salaires, retraites, protection sociale — comment les richesses se partagent (ou pas !) ». Il y aura également une « table ronde unitaire » avec les autres forces de gauche.

Les Socialistes organisent leur « campus » à Blois les 28 et 29 août. Tous les prétendants à la « primaire » seront de la partie.

Le mouvement d'Aymeric Caron, Révolution écologique pour le vivant (associé à LFI), organise son uniREVcité près de Tours du 21 au 23 août., avec la présence notamment de Sandrine Rousseau ou Philippe Poutou.

L'université d'été du NPA-A aura lieu, comme tous les ans, à Port-Leucate au bord de la mer entre les 23 et 26 août. L'historienne Ludivine Bantigny y animera plusieurs ateliers. On notera l'absence de tout atelier sur la situation économique.

Les Rencontres d'été du NPA-R auront lieu entre le 26 et 30 août à Barbaste (Lot et Garonne), où aura lieu notamment un débat avec des représentants de LO.

Contrairement aux années précédentes, Révolution permanente ne semble pas organiser d'université d'été en 2026. On peut supposer que ce groupe donne la priorité à la recherche des parrainages pour sa candidature à la présidentielle, dans la continuité de ses priorités électoralistes qui le caractérisent depuis sa rupture avec le NPA en 2021.

Jeudi 27 août à 16h45, LCI diffusera le premier débat de la campagne présidentielle organisé par le Medef (dans le cadre de La Rencontre des entrepreneurs de France) à Roland Garros. Il y aura 7 candidats : Mélenchon, Tondelier, Glucksmann, Attal, Philippe, Retailleau, et Le Pen. LCI donnera ensuite un gros coup de pouce à Hollande en diffusant le 29 août un débat Hollande / Philippe organisé par le Laboratoire de la République de l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer.

L’acharnement contre Bagayoko continue : le « journaliste » Haziza à la manœuvre

Depuis son élection triomphale à la mairie de Saint-Denis, Baly Bagayoko essuie de nombreuses attaques avec un arrière-fond raciste prégnant. La dernière en date est une boule puante du Canard enchaîné. C’est le « journaliste » et militant sioniste Frédéric Haziza qui est à la manœuvre. Il alimente régulièrement les ragots anti-LFI de la fameuse « page 2 » du Canard enchaîné, et, dans l’édition du 5 août, il commet (sous pseudonyme) un article qui a été massivement relayé par toute la galaxie anti-LFI et qui cherche à faire passer Bally Bagayoko pour un type malhonnête qui aurait profité d’un emploi fictif en cumul de ses indemnités d’élu. L’accusation est double : d’une part, il serait scandaleux que Bagayoko ait occupé un poste tout en étant élu à la mairie de Saint-Denis (comme adjoint au maire). Or, Bagayoko occupait un poste à la RATP avant d’être élu, et il a en effet conservé son emploi une fois élu. Et alors ? Bagayoko n’était pas maire, et il est très courant que les adjoints au maire occupent un emploi (et qu’ils bénéficient d’aménagements dans le cadre de leur emploi pour pouvoir exercer leur fonction élective). L’article sous-entend que l’emploi de Bagayoko était fictif, mais il n’apporte aucun élément ! La direction de la RATP indique que l’emploi était bien réel et que Bagayoko était « engagé et investi » (Bagayoko a fourni une réponse argumentée avec le témoignage de celui qui l’a recruté, après plusieurs entretiens contrairement à ce que dit l’article). Enfin, un article du Parisien (peu suspect de complaisance envers Bagayoko) dégonfle complètement les accusations en citant des élus de tout bord qui attestent de l’implication et de la compétence de Bagayoko dans son travail à la RATP.

Infographie du site Contre-attaque

Mais le but de l'article de Haziza était juste de sous-entendre que ce n'est pas le cas sans aucun élément concret. Haziza n'a aucune déontologie : c'est un fanatique qui justifie le génocide à Gaza et il est animé par une obsession haineuse contre LFI qui dépasse toutes les limites. Au passage, le personnage est connu pour avoir pris un rappel à la loi 2018 pour agression sexuelle sur une de ses collègues journaliste. Une autre campagne vise le député-maire LFI de La Courneuve Aly Diouara (un autre racisé, sans doute une coïncidence…) accusé d'occuper un logement social alors qu'il a fait des démarches pour trouver un autre logement. Il est aussi accusé de cumuler ses fonctions de députés et de maire (ce qu'il a parfaitement le droit de faire puisqu'un recours a été fait contre son élection de maire – et d'ailleurs tous ceux qui sont dans sa situation font la même chose), alors qu'il a de lui-même décidé de ne pas se verser ses

indemnités de maire tant qu'il restait député (rien ne l'obligeait à le faire). A chaque fois la même logique : l'extrême-droite lance ses boules puantes, et la presse mainstream s'empresse de relayer. Une mécanique bien huilée qui risque de s'intensifier à l'approche des présidentielles, où tous les coups seront permis pour enrayer la dynamique LFI.

Mélenchon voudrait-il « foutre le feu » à la dette de la France ?

Un extrait de la conférence de presse donnée par Jean-Luc Mélenchon aux médias alternatifs le 24 juin dernier a été découpé et a commencé à circuler massivement sur les réseaux sociaux. On y entend Mélenchon affirmer, à propos des « *titres de dette* », qu'il « *suffit de les prendre, de les foutre au feu et il y en a plus, et personne ne s'apercevra jamais que ça a disparu* ». Les médias mainstream et les politiciens bourgeois s'en sont donnés à cœur joie pour faire passer Mélenchon pour un hurluberlu : « *on savait déjà que Jean-Luc Mélenchon voulait bordéliser la France, maintenant il confirme qu'il veut aussi la ruiner* », a par exemple déclaré Gabriel Attal au micro de BFMTV le 13 août.

Sauf que l'extrait est trompeur : Mélenchon ne parlait pas de l'ensemble de la dette publique de la France, mais des 18% des titres de la dette qui sont détenus par la Banque de France pour le compte de la banque centrale européenne (BCE), dont la suppression n'occasionnerait en fait aucune perte financière pour les capitalistes financiers… et aucun gain pour l'État français ! Mélenchon parlait de façon imagée de la mesure de conversion de la dette publique détenue par la BCE banque de France en dette publique perpétuelle à taux zéro (ce qui revient à la faire disparaître). Il s'agit d'une mesure présente dans le programme de LFI depuis 2020 qui est pour simplifier quasi transparente : la banque centrale perçoit les intérêts sur les titres de la dette publique qu'elle détient, et les reversent ensuite indirectement (puisque la banque centrale verse une partie de ses bénéfices à l'État français. Nous sommes d'accord pour annuler cette partie de la dette publique, mais c'est surtout à celle détenue par les capitalistes financiers (banques, sociétés d'assurance françaises ou étrangères) qu'il faut s'attaquer si on veut alléger la charge d'intérêts qui pèse sur le budget. Un gouvernement LFI devrait répudier une grande partie de cette dette afin d'espérer être en mesure appliquer une partie de son programme de redistribution. Mais cela nécessite d'assumer la contrepartie nécessaire de l'annulation de la dette publique : une dévalorisation massive de l'épargne des plus riches qui, à travers les banques et les assurances, sont les plus gros créanciers de l'Etat. En outre, puisqu'il y aura toujours un déficit public à combler sous un gouvernement LFI, il faudrait assumer une politique de rupture dans le financement de ce déficit. Accepter le financement par les marchés financiers (en émettant des titres de la dette publique au taux auquel les capitalistes financiers veulent les acheter), c'est se soumettre au chantage du capital : alors que Mélenchon fait croire qu'il parviendra à tordre le bras des marchés en finançant la dette publique à bas coût, il ne fait guère de doute que les capitalistes, en lien avec la BCE, feront monter les taux d'intérêt sur la dette publique française. Il faut

donc a minima rétablir une forme de « circuit du trésor » qui sort la dette des marchés financiers, et garantit un financement du déficit public à des taux contrôlés par le gouvernement. Mais cela exige une « vraie » désobéissance à l'égard de l'Union européenne, et en fait une rupture avec l'UE pour se donner les moyens d'une véritable politique de « rupture ».

Gaston Lefranc, le 17 août 2026